



l'étincelle



Bulletin des hôpitaux de Strasbourg

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 1^{er} mars 2021

8 mars : journée de lutte pour les droits des femmes

Lundi prochain 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Et cette année, on a une raison de plus de donner de l'ampleur aux rassemblements, manifestations ou grèves prévues ce jour-là : les retombées de la crise sanitaire ne font que creuser les inégalités, dont celle, criante, entre les hommes et les femmes.

Une crise qui frappe plus durement les femmes

Cette crise sanitaire qui dure déjà depuis un an a plongé dans la pauvreté les plus précaires, dont en premier lieu les femmes : les femmes travailleuses dont les salaires sont plus bas que ceux des hommes et qui sont plus nombreuses dans les emplois précaires, les retraitées dont beaucoup ont des retraites de misère, amputées souvent par des années sans emploi. Et elles sont plus vulnérables économiquement, malgré leur rôle essentiel de « première de corvée », car elles sont très majoritaires dans les services ou le tourisme, touchés de plein fouet. En octobre dernier, un rapport du FMI pointait les effets inégaux de la crise au niveau mondial. Ce que confirmait une récente enquête menée sur l'impact de la pandémie sur l'égalité femme-homme au travail, et qui révélait que la crise affecte plus durement les femmes et leur moral.

L'année passée a également été marquée par les restrictions de nos libertés de déplacement, couvre-feux ou confinements, dont l'utilité sanitaire est contestable lorsqu'il faut s'entasser dans les transports en commun pour aller travailler. Mais qui a eu surtout la charge des enfants dans les périodes sans école, quand la cantine y était fermée ?

Les statistiques ont pointé à quel point ces mesures ont provoqué une hausse considérable des violences faites aux femmes. Les signalements ont augmenté de 36 % au printemps 2020, puis de 60 % lors du deuxième confinement, par rapport à 2019. Des hausses similaires ont été enregistrées ailleurs comme en Espagne ou au Brésil.

La montée d'idées réactionnaires et la riposte

Chaque crise économique est aussi synonyme de reculs pour les droits fondamentaux, comme ceux des femmes pour leur émancipation. C'est le cas en Pologne, où, fin 2020, le gouvernement ultra-conservateur a décidé l'interdiction de l'avortement. Mais cela a fait descendre

dans la rue des centaines de milliers de personnes cet automne et de nouvelles manifestations ont eu lieu le 27 janvier dernier.

En France, une récente proposition de loi visant à améliorer le droit à l'avortement a été retirée suite à l'obstruction des parlementaires Les Républicains. Alors que par ailleurs les possibilités d'accueil des centres d'IVG ont été réduites. Et les manifestations se sont multipliées contre les fermetures de centres.

L'exemple de Metoo dans le monde

Malgré les restrictions de cette période de pandémie, au Maroc, c'est le viol d'une petite fille de cinq ans qui a suscité une mobilisation. Au Nigeria, c'est celui d'une étudiante, puis de nombreux témoignages de victimes qui ont levé une vague d'indignation, dans ce pays où le code civil autorise les hommes à battre leur femme pour les « corriger ».

Le 30 décembre dernier, en Argentine, c'est avec des cris de joie que des dizaines de milliers de manifestants défilaient dans les rues : après des années de combat, une loi autorisant l'avortement était enfin imposée.

Et ce qui vient aussi de marquer l'actualité en France ce sont, en juillet dernier, des rassemblements réunissant des milliers de personnes pour dénoncer la nomination des nouveaux ministres Darmanin et Dupond-Moretti, au cri de « un violeur à l'Intérieur, un complice à la Justice ».

Les acquis des luttes, comme les droits féministes peuvent être constamment remis en cause par les gouvernements successifs. La mobilisation de toutes et de tous pour défendre l'égalité et obtenir de nouveaux droits est donc toujours nécessaire, le 8 mars et au-delà, car elle fait partie d'un mouvement d'ensemble pour une société plus juste et égalitaire, débarrassé du capitalisme et du patriarcat.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.

Mail : etincelle.hopitaux67@gmx.com. Site : www.convergencesrevolutionnaires.org



NPA l'Étincelle - Hôpitaux



NPA_Strasbourg



Mobilisation à la maison de santé Bethel

Une centaine de nos collègues soignants de Bethel ont manifesté leur colère devant leur établissement le 19 février. Banderoles, casseroles, soutien des résidents aux fenêtres, les différentes équipes ont fait entendre leurs revendications : que tous les salariés des différents pôles reçoivent au minimum la même prime Ségur (le pôle handicap n'a pour l'instant rien reçu !), que tous les salariés, médicaux comme paramédicaux, sans distinction de poste, aient une augmentation de salaire. Un bel exemple de mobilisation commune dont on peut s'inspirer.

Blanc comme neige ?

La direction des HUS se félicite dans la presse : « Malgré la crise exceptionnelle en 2020, les mouvements de personnel n'ont pas été plus importants que les années précédentes. » En effet, plan blanc oblige, les cadres ne se refusent jamais à rappeler les agents sur leur repos pour remplacer un collègue absent. C'est entendable quand c'est temporaire, on se serre la ceinture, on s'entraide. Mais cela fait bientôt un an qu'on nous assigne à des efforts constants. Une logique usante, qui est à l'origine de l'épuisement professionnel des collègues qu'il faut remplacer... Le serpent se mord la queue, et l'attente du retour « des jours heureux » ne suffit pas. À nous de reprendre nos affaires en main pour briser ensemble ce cercle vicieux !

Un procès tiré par les cheveux

Arrêtée lors d'une manifestation pour les conditions de travail des soignants aux Invalides le 16 juin 2020, Farida comparait devant le tribunal de Paris lundi dernier pour outrages et violences sans incapacité temporaire de travail contre des policiers. Dans ces conditions, le procureur aurait pu opter pour un rappel à la loi, mais non... Aux ordres du gouvernement, il décide de poursuivre l'affaire, malgré la surprenante violence de son arrestation. On s'en souvient. Les images avaient fait le tour des réseaux sociaux. Peu après l'épisode des applaudissements de 20 heures en l'honneur des héros de la nation, on découvrait avec stupeur une infirmière de 51 ans tirée par les cheveux et violemment plaquée au sol. Sous le choc, elle implore sa ventoline. Sans égard, elle sera embarquée le visage ensanglanté. Le syndicat de policiers, représenté au tribunal, a demandé une sanction forte contre notre collègue. Pour lui, le contexte social ne justifie pas les violences. À qui le dites-vous messieurs !

Une mobilisation en gestation

Vendredi dernier, partout en France, les sages-femmes se sont mises en grève pour protester contre l'aggravation de leurs conditions de travail et pour l'augmentation de leur salaire.

Certaines maternités ont atteint les 100 % de grévistes et des rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes. Elles dénoncent les clopinettes du Ségur, qui n'ont rien arrangé au sous-effectif permanent ni à la précarité des postes, et le manque de structures comme les maternités ou les PMI. Les missions et les compétences des sages-femmes ne cessent d'augmenter sans que le salaire ne suive. Après une journée de mobilisation réussie, une nouvelle date a d'ores et déjà été posée le 8 mars. Pour faire accoucher le gouvernement de moyens supplémentaires, il va falloir y aller au forceps !

La lutte des Sanofi est celle de tous les travailleurs

J'empoche 12 milliards de bénéfices, je distribue 4 milliards de dividendes, je reçois des giboulées d'argent public et je supprime 1 700 postes en Europe, dont 1 000 en France, je suis, je suis, je suis... Sanofi !

Un comble alors que l'épidémie de Covid révèle à quel point on aurait besoin de moyens conséquents pour développer et produire de nouveaux médicaments.

Le 4 mars, à Strasbourg, et le 11 mars devant le ministère de l'Économie, les salariés de Sanofi organisent des rassemblements pour contester ces suppressions de postes. Ils invitent tous ceux qui font face aux mêmes attaques à les rejoindre. Soyons de la partie !

Un chômage pas si partiel

Un inspecteur du travail du Grand Est a dévoilé dans le journal *Le Parisien* quelques ficelles sur la fraude au chômage partiel. Pas mal de patrons ont saisi l'occasion pour que l'État paye les salariés à leur place, mais d'autres inventent carrément des travailleurs fictifs pour toucher plus d'aides ! Parmi d'autres, Air France a été prise la main dans le sac, à travers sa filiale Hop.

Les patrons savent comment faire tomber l'argent dans leurs poches !

300 000 sans-abris ? Le gouvernement veut faire pire

Selon la Fondation Abbé Pierre, il y a 300 000 SDF en France. Ce n'est pas assez au goût du gouvernement, qui a évacué samedi le foyer « le Marbré » à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, délogeant la dizaine de migrants qui y vivaient. Une évacuation violente, à la suite de laquelle deux personnes ont été mises en garde-à-vue, bien à l'image de la « chasse aux migrants » que mène la police depuis des mois.

Le gouvernement laisse les logements vides et protège les propriétaires quand il est urgent de réquisitionner. À la population de l'imposer !